



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

ECA/MRAG/96/46/MR
ECA/MRAG/TNG/MUL



Groupe Multidisciplinaire
des Conseillers Régionaux

**RAPPORT DE LA MISSION AU MAROC
SUR LA DETTE EXTERIEURE DE L'AFRIQUE DU NORD**
(Rabat, 3 au 8 juin 1996)

Par
M. Labidi, Conseiller régional principal
et **O. Marico, Economiste**

ECA
336.3(61)
063
R2215
0.1

Addis Abeba
juillet 1996

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

ECA/MRAG/96/46/MR
ECA/MRAG/TNG/MUL

RAPPORT DE LA MISSION AU MAROC
SUR LA DETTE EXTERIEURE
DE L'AFRIQUE DU NORD

RABAT (3 AU 8 JUIN 1996)

PAR

M. LABIDI, CONSEILLER RÉGIONAL PRINCIPAL
O. MARICO, ECONOMISTE

ADDIS ABEBA
JUILLET 1996

ECH

336.3(61)063

R2215

C.1

TABLE DES MATIERES

	Page
RÉSUMÉ	1
I. TERMES DE REFERENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES	2
II. LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET LA SITUATION DES PAIEMENTS EXTERIEURS	3
- Le contexte macro-économique	
- La situation des paiements extérieurs	
III. LA SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE	5
- Encours, structure et évolution de la dette	
- Service et charge de la dette	
- Apports de ressources extérieures	
IV. LA POLITIQUE DE LA DETTE EXTERIEURE	16
- Une politique macro-économique d'ajustement structurel	
- Les opérations de réaménagement de la dette	
- La conversion de dettes	
V. LA GESTION DE LA DETTE EXTERIEURE	23
- L'organisation et la réglementation du processus d'emprunt et d'endettement	
- La comptabilité et la statistique de la dette, l'utilisation de l'informatique	
- Le contrôle de la dette extérieure: la mesure de la capacité à servir la dette, la gestion du risque	
VI. LES BESOINS ET LES POSSIBILITES DU MAROC EN MATIERE D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION DE LA DETTE	29
VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS PRELIMINAIRES	30
ANNEXES	
1. Personnes rencontrées	
2. Tableaux statistiques	

RESUME

i. Le présent rapport a été élaboré suite à la mission effectuée à Rabat du 3 au 8 juin 1996 par MM. Mourad Labidi, Conseiller régional principal (CEA/PPFE/MRAG) et Oumar Marico, Economiste (CEA/MULPOC/Tanger).

ii. Le rapport examine notamment les évolutions intervenues depuis le début des années 80, période à laquelle le Maroc, comme d'autres pays en développement, s'est trouvé confronté à une crise aiguë d'endettement qui a nécessité la mise en oeuvre d'une série d'initiatives en matière de politique économique, de réformes structurelles, de réaménagement et de gestion de la dette.

iii. Les initiatives en matière de traitement direct de la dette ont eu pour résultat concret une réduction de la charge de la dette. Le service de la dette, continue toutefois de grever lourdement les ressources disponibles pour le développement et le commerce extérieur. La dette totale continue d'augmenter, mais rapportée au PIB ou aux exportations, elle a baissé par rapport au niveau moyen de 1985-87.

iv. Les principales recommandations de la mission sont les suivantes:

- Développer la réflexion sur la stratégie de la dette du Maroc lors de l'élaboration du prochain plan 1996-2000;
- Elaborer plus systématiquement et officiellement le budget économique annuel;
- Consolider la maintenance et l'utilisation de la base de données sur la dette; élargir la diffusion de l'information sur la dette;
- Etudier les formes d'organisation de la gestion de la dette les plus adaptées;
- Donner plus d'importance et de moyens à la gestion du risque de la dette;
- Mieux utiliser les possibilités de la conversion de dettes;
- Mettre en place un programme de formation adapté aux besoins des institutions marocaines concernées par la politique et la gestion de la dette.
- Organiser le séminaire proposé sur la dette extérieure en Afrique du Nord et associer à sa préparation des institutions et cadres marocains;

I. TERMES DE REFERENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES

1. La présente mission vient en application d'une recommandation du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC d'Afrique du Nord (12ème réunion, Tanger, 13-16 mars 1995), relative à l'organisation par la CEA d'un séminaire sur la dette extérieure "dont le poids constitue un problème majeur pour les économies de la sous-région".

2. Elle a été effectuée à Rabat du 3 au 8 juin 1996 par M. Mourad Labidi, Conseiller régional principal (CEA/PPFE/MRAG) et M. Oumar Marico, Economiste (CEA/MULPOC/Tanger) selon les termes de références suivants:

- (i) passer en revue les données relatives à la dette et aux apports de ressources extérieures, ainsi que les politiques menées pour résoudre le problème de la dette;
- (ii) examiner la gestion de la dette extérieure, en particulier l'organisation, la réglementation, le suivi et le contrôle du processus d'emprunt et d'endettement; les institutions en charge de la gestion de la dette; la comptabilité et la statistique de la dette; l'utilisation de l'informatique;
- (iii) évaluer les besoins et/ou les capacités en matière d'assistance technique pour le renforcement des capacités de gestion de la dette et préciser les objectifs du séminaire sur la dette extérieure en Afrique du Nord.

3. La mission a bénéficié de l'assistance du Ministère des affaires étrangères et des ministères concernés. Le Département de la coopération multilatérale du Ministère des affaires étrangères a préparé un programme de rencontres avec des responsables des administrations suivantes: Ministère de la population; Ministère des finances; Ministère du commerce extérieur; Ministère de l'incitation de l'économie; Bank Al-Maghrib. La liste des personnes rencontrées figure en annexe.

4. L'équipe de la CEA voudrait exprimer sa gratitude aux Autorités marocaines et aux responsables des services concernés dont la coopération et l'assistance ont permis le bon déroulement de la mission.

II. LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET LA SITUATION DES PAIEMENTS EXTERIEURS

Le contexte macro-économique

5. D'après les données officielles, entre 1985 et 1993, la croissance annuelle moyenne du PIB à prix constants a été de 3,5%. La croissance moyenne a été plus élevée de 1983 à 1992, dernière année du programme d'ajustement structurel (PAS). En effet, de 1993 à 1995 la croissance n'a été que de 1% en moyenne, en particulier en raison de mauvaises conditions climatiques. Les résultats assez satisfaisants de la fin des années 80 ont été suivis par des tendances moins satisfaisantes depuis le début des années 1990. Le tableau ci-dessous donne une image de cette croissance par grands secteurs économiques.

**Tableau 1: Estimation de l'évolution en % à prix constants
du produit intérieur brut**

	1994/93	1995/1994	1996/95
Primaire	63,8 (agr)	-45,9	92,0
Secondaire		3,7	3,8
Tertiaire		-0,8	3,5
Administration	4,8	5,2	3,0
PIB en volume	11,7	-7,3	13,2

source: Ministère de la Population et administrations marocaines

6. Le déficit budgétaire, de 12% du PIB en moyenne en 1980-83 est tombé à 2,9% en 1992-94. Sur le plan des équilibres extérieurs, le déficit du compte courant a été réduit à 2,3% du PIB en 1992-94 contre 12,9% en 1982 (tableau 10). Cependant, l'évolution récente de ces déficits ne satisfait pas le Gouvernement.

7. La situation des finances publiques s'est dégradée depuis 1992 (dernière année du PAS) et le déficit global du Trésor a été respectivement de 3,1% et 5,2% du PIB en 1994 et 95. Le service de la dette publique représente 27,3 % des dépenses publiques (dont 13% pour la dette extérieure).

La situation des paiements extérieurs

8. Le déficit des paiements courants pose aussi problème, comme le montre le tableau suivant. Ce déficit tire son origine du déficit important de la balance commerciale et du service de la dette (plus de 35 % des exportations). Le transfert d'économie par les émigrés est insuffisante pour combler le déficit.

**Tableau 2: Solde de la balance des paiements
en Millions de DH**

	1994	1995
BIENS ET SERVICES	-26447	-31665
- Marchandises fob	-23689	-26474
- Revenu des investis.	-10772	-10981
- Services	-8014	5730
PAIEMENT DES TRANSFERTS	19764	20048
- Privés	19261	19520
- Publics	502	527
COMPTE COURANT	-6684	-11617
CAPITAUX NON MONETAIRES	11407	5340
FACILITES FMI	-1401	-861
VARIATION DES RESERVES	3323	-7139
Déficit cpte courant/PIB	-2,3 %	- 4 %

source: Ministère de la Population et administrations marocaines

9. Aussi, la presse économique, l'opposition et même des milieux gouvernementaux évoquent de plus en plus le dilemme remboursement de la dette - politique sociale et remboursement de la dette-politique de développement.

10. Ainsi, l'hebdomadaire *La Vie économique* du 7 juin 1996 écrit que " le gouvernement est coincé entre le social et ... la dette". Il note que " les salaires réels sont en baisse continue et le chômage frappe de plein fouet la jeunesse. Les arguments budgétaires ne peuvent plus tenir; le pays réclame une autre politique. La charge de la dette pourrait être renégociée pour permettre à l'Etat-employeur de faire face à ses obligations, c'est en tout cas l'une des

possibilités retenues par les experts de l'opposition..., le gouvernement actuel refuse tout rééchelonnement et en fait un principe intangible. La crédibilité du Maroc sur les marchés financiers en pâtirait. Encore une fois, l'argumentaire a du vrai... Au niveau international, tous les analystes s'accordent pour faire du social le point faible du Maroc. Il est donc plausible de faire accepter un traitement actif de la dette en contrepartie de dépenses sociales bien ciblées et efficaces." On lit dans le journal *Libération* du 3 juin 1996, dans une interview accordée par Mr. Amaoui, Secrétaire Général du syndicat CDT à la veille de la grève générale du 5 juin 1996 que "nous connaissons aussi les effets du poids de la dette qui condamne toute possibilité de développement."

11. L'analyse de cette situation amène les responsables économiques à remarquer que le PAS a permis de sortir des risques de faillite du début des années 1980 mais que les équilibres macro-économiques restent fragiles. Le Maroc reste trop sensible aux conditions climatiques et à l'environnement économique international. La stabilisation a été obtenue par la réduction des dépenses publiques, ce qui a eu un effet défavorable sur la croissance, d'autant plus que, selon certains analystes, l'impact des investissements publics sur la croissance pourrait être plus important que celui du secteur primaire et de l'agriculture.

12. Pour assurer le développement et dépasser ces problèmes de déficit, les responsables estiment que pour la période 1996-2000, il faut obtenir un taux de croissance annuel d'au moins 6% du PIB et des exportations. Au cas où les importations croissent nettement moins que les exportations, ils espèrent une réduction du déficit courant moyen 1996-2000. Dans cette hypothèse, jugée optimiste par des observateurs, le poids de l'endettement visé en 2000 pourrait être moins lourd qu'actuellement (aussi bien selon le ratio dette/PIB que selon le ratio service de la dette/exportations). Mais cette prévision volontariste suppose une forte croissance annuelle des investissements directs étrangers et une croissance de l'épargne et de l'investissement nationaux (dont les taux ont baissé au cours des dernières années).

III. LA SITUATION DE LA DETTE EXTÉRIEURE

3.1 Encours, structure et évolution de la dette

13. A la fin 1995, la dette extérieure est estimée à 22,3 milliards de dollars par le Ministère des finances. Le détail de cette dette est donnée dans le tableau suivant:

**Tableau 3: Encours de la dette extérieure
 totale par catégorie de créancier
 (en milliers de dollars)**

	1992	1993	1994	1995
LONG ET MOYEN TERME	20 759 329	20 283 335	21 432 422	22 182 636
CLUB DE PARIS	10 549 666	10 157 995	10 602 227	10 804 366
dt dette rééchelonnée	4 519 999	4 337 361	4 147 522	3 874 060
PAYS ARABES	1 001 726	1 013 371	974 577	973 091
dt Fonds gvts arabes	268 141	282 606	236 373	258 143
AUTRES PAYS	90 631	74 709	38 280	118 018
DETTE BANCAIRE	3 344 031	3 313 398	3 555 823	3 596 378
dt dette rééchelonnée	3 141 055	3 198 462	3 289 001	3 227 233
DETTE MULTILATERALE	5 593 275	5 723 864	6 261 514	6 690 784
dt BIRD	3 407 520	3 558 530	3 745 810	3 966 024
BAD	1 196 261	1 182 494	1 411 589	1 507 465
FMI	436 945	283 883	151 825	49 111
COURT TERME	288 630	215 287	127 502	105 668
TOTAL	21 304 904	20 782 505	21 711 749	22 337 415

Source: Ministère des finances, Direction du Trésor

14. A la fin de 1995, la dette extérieure totale du Maroc était ainsi structurée (voir tableaux suivants): 53,5% au titre de la dette bilatérale, 30,2% au titre de la dette multilatérale et 16,9% environ au titre de la dette privée. La dette à long terme, contractée aux conditions du marché représente 70% de la dette totale. La dette à court terme ne constitue qu'une proportion marginale de la dette.

15. En terme d'évolution, la dette totale a presque doublé entre 1982 et 1995. La croissance la plus forte est venue des prêts multilatéraux qui ont triplé de volume, passant de 2,1 milliards de dollars en 1982 à 6,2 milliards en 1994, tandis que la dette bilatérale enregistrait un doublement, passant de 5,2 milliards de dollars à 10,5 milliards au cours de la même période.

La croissance de la dette privée a été plus modérée : de 4,4 milliards de dollars en 1982 elle s'est établie à 5,8 milliards en 1994, soit une hausse de 31,8%.

16. Ces évolutions se traduisent par une modification de la structure de la dette: si la dette bilatérale représente toujours plus de la moitié de la dette à long terme, la part de la dette multilatérale dans le total de la dette à long terme est désormais supérieure à celle de la dette privée. Ce changement est dû d'une part aux soutiens financiers des créanciers publics du Maroc, en particulier les créanciers multilatéraux, dans le cadre des programmes de réforme économique, et d'autre part à la baisse des prêts privés constatée dans beaucoup de pays en développement.

17. Du point de vue des conditions financières des prêts, la croissance la plus forte est venue des prêts non-concessionnels, c'est-à-dire obtenus aux conditions du marché qui se sont accrus de 156%, passant de 6 milliards de dollars à 15,4 milliards au cours de la période considérée. La croissance de la dette concessionnelle n'a été que de 60%. La part de cette catégorie de dette dans le total de la dette à long terme a ainsi baissé. L'apport des créanciers publics bien que s'étant accru, l'a été à des conditions non-libérales. Classé parmi les pays à revenu intermédiaire, le Maroc n'a pas bénéficié des prêts à taux d'intérêt réduit du FMI et de la Banque mondiale.

18. L'évolution de la dette dans la période post-rééchelonnement (1993-95)¹ témoigne d'une lente progression de l'encours de la dette.

¹ Selon les données provisoires du Ministère des finances

Tableau 4: Encours de la dette extérieure
(Milliards de \$EU)

	1980	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<u>Origine</u>														
Bilatérale	3.7	5.2	6.3	7.1	8.4	9.7	10.4	11	11.6	12.7	10.4	10.6	10	10.5
Multilatérale	0.7	2.1	2.3	2.4	3.2	3.8	3.6	3.6	3.9	4.6	5.2	5.3	5.6	6.2
Privé	5.3	4.4	4.4	4.3	4.6	4.9	6.2	6.4	6.1	6.2	6	5.7	5.7	5.8
<u>Type et condition</u>														
Long terme	8.5	10	11.4	12	14.2	13.7	18.8	19.7	20.5	22.3	20.5	20.7	20.5	21.8
- Concessionnelle	3.6	4	4.2	4.5	5.2	5.7	7.1	7.4	7.7	7.9	5.5	5.8	5.9	6.4
- non concessionnelle	4.9	6	7.2	7.4	9	9.9	11.7	12.3	12.8	14.4	15	14.9	14.6	15.4
Court terme	1.2	1.7	1.7	1.8	2	2.7	2	1.3	1.1	1.2	1.1	0.8	0.8	0.7
Dette Totale	9.77	11.7	13.1	13.8	16.2	18.4	20.8	21	21.6	23.5	21.6	21.6	21.3	22.5

Sources: OCDE, Financement et dette extérieure des PVD; Banque mondiale, Tableaux de la dette mondiale.

**Tableau 5: Répartition de la dette à long terme
 par catégorie de créancier**

(Pourcentages)

	1982	1992	1993	1994	1995
Total	100	100	100	100	100
Bilatérale	52	56. 3	55. 1	54. 3	53. 5
Multilatérale	21	27. 2	28. 1	29. 4	30. 2
Privée	32	16. 5	16. 2	16. 3	16. 9

Sources: Ministère des finances, Direction du Trésor; OCDE, Financement et dette extérieure des PVD.

3. 2 Service et charge de la dette

19. Abstraction faite de l'année 1990, le service de la dette s'est accru sans discontinuité entre 1987 et 1994, pour s'établir à 2,7 milliards de dollars (Tableau 6). Les changements intervenus dans la structure de la dette correspondent dans l'ensemble à ceux qui ont été décrits pour le montant total de la dette (Tableau 4). La part du service de la dette multilatérale dans le service total s'est fortement accrue, passant de 8,1% en 1980 à un pic de 45,8% en 1992 (pour un stock de dette représentant un peu plus du quart de la dette à long terme). Sa part est estimée à 31,8% en 1994 pour une dette bilatérale s'élevant à 30% de la dette à long terme. Le service de la dette bilatérale s'est élevé fin 1994 à 41% du service total avec un encours évalué à 53,5% de la dette totale. Quant à la dette privée, elle a absorbé 27% en moyenne des paiements au titre du service de la dette pour un stock évalué à 17% de la dette à long terme.

20. Il faut toutefois distinguer entre les obligations contractuelles et les paiements effectifs. A la faveur des rééchelonnements, le Maroc ne s'est acquitté que d'une partie de ses obligations de dette. Les rééchelonnements ayant pris fin en 1992, on peut noter que le Maroc renoue avec le paiement de l'intégralité du service contractuel de la dette.

21. L'augmentation du montant du service de la dette est imputable pour l'essentiel à l'importance grandissante des créances contractées à des conditions non libérales auprès des sources multilatérales. Les paiements au titre du service de la dette privée tendent également à s'accroître en 1993-94 alors qu'ils ont continuellement baissé entre 1989 et 1992. Les paiements au titre du service de la dette bilatérale après avoir baissé en 1993 ont légèrement augmenté en 1994.

Tableau 6: Service de la dette
(Millions de dollars)

	1980	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Total du service de la dette (long terme)	1172	1218	1346	1748	1432	1824	1894	2374	2736
Bilatérale	95	465	532	530	596	675	867	810	870
Multilatérale	156	266	320	547	215	569	526	953	1121
Privée	922	487	495	651	621	581	500	610	745
Pour mémoire: paiements effectifs en % des obligations contractuelles	nd	nd	nd	61.4	59.6	66.5	68.7	98.3	98.0

Source: Banque mondiale, Tableau de la dette mondiale.

nd: non disponible

Tableau No. 7
SERVICE DE LA DETTE PAR TYPE DE CREANCIER (EN %)

SERVICE DE LA DETTE	1980	1990	1991	1992	1993	1994
Total	100	100	100	100	100	100
Bilatérale	13.3	15	31.2	27.8	40.1	41
Multilatérale	8.1	11.6	37	45.8	34.1	31.8
Privée	78.7	43.4	31.8	26.4	25.7	27.2

Sources: Banque Mondiale, Tableau de la dette du monde.

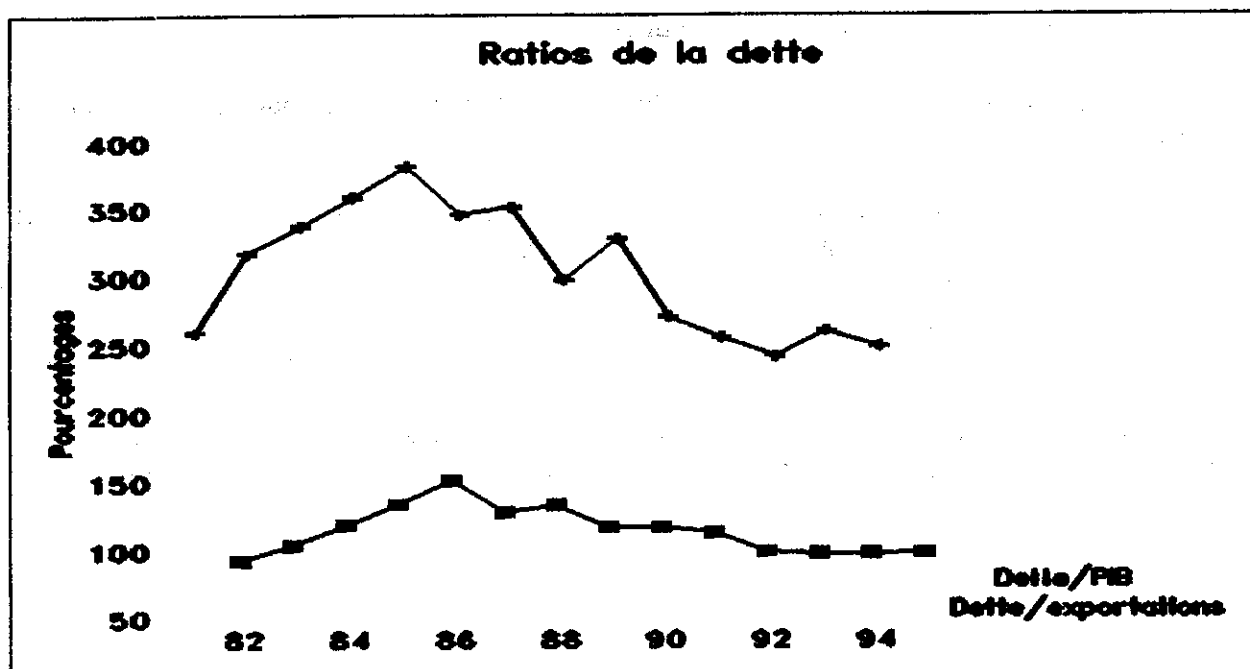
22. Le tableau et les graphiques qui suivent donnent quelques indications sur l'évolution de la charge de la dette. Le rapport de la dette aux exportations de biens et services, souvent utilisé comme un indicateur de la viabilité des évolutions prévues de la balance des paiements a tendance à baisser, quoique de façon irrégulière depuis 1985, année où il a atteint un pic de 389,1%. Le taux de 248,8% atteint en 1994 est l'un des moins élevés enregistré durant la période 1981-1994. Le ratio dette/PIB a continuellement baissé depuis 1987, ce que l'on peut interpréter comme une amélioration de la solvabilité du Maroc.

23. La situation est moins favorable en ce qui concerne le ratio des paiements au titre du service de la dette (indicateur de liquidité): les niveaux atteints en 1993-1995 sont parmi les plus élevés de la période 1981-1994. Il convient toutefois de signaler que les opérations de rééchelonnement ont résulté dans un allègement réel du poids du service de la dette.

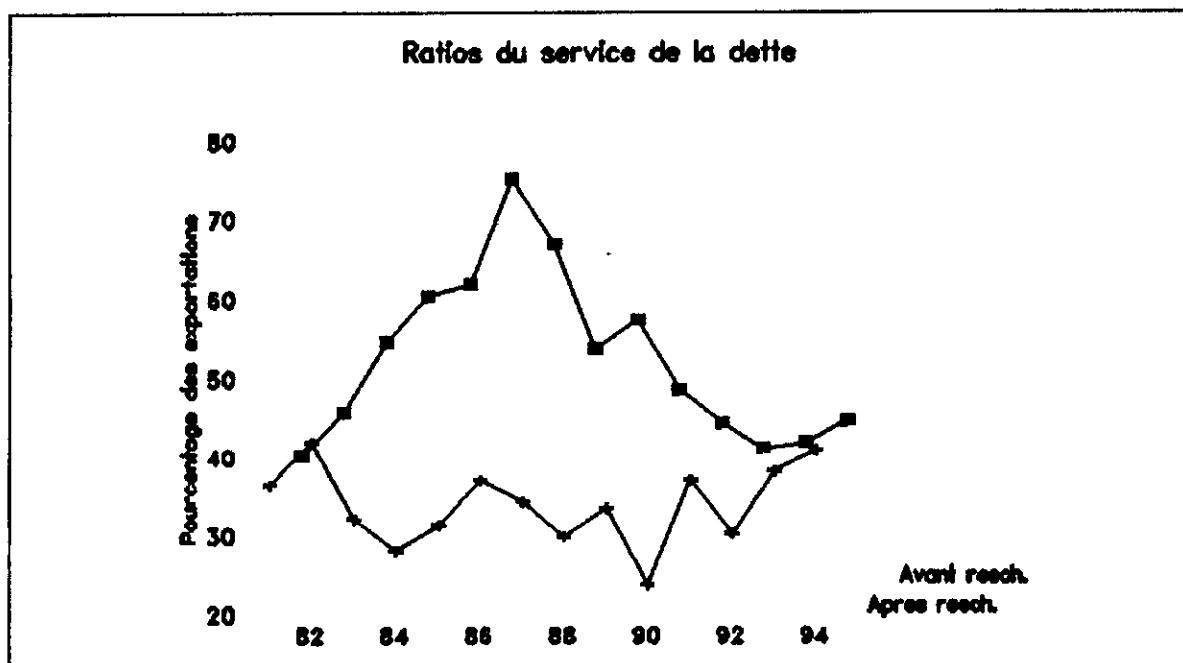
Tableau 8: Ratios d'endettement
(en pourcentage des exportations de biens et services et des transferts privés)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Dette extérieure	257.8	317.4	337.5	358.4	389.1	346.3	351.6	296.9	327.7	270	254.9	242.1	260.4	248.6
Service dette (av. rééchelonnement)	36.3	41.8	50.7	56.5	58	71.3	63.1	49.9	53.5	44.7	40.5	37.3	38.1	40.9
Service dette (ap. rééchelonnement)	36.3	41.8	32	27.9	31.2	37	34.1	29.7	33.4	23.6	37	30.1	38.1	40.9
Pour mémoire: Dette/PIB	70	81.3	96.1	111.5	128.4	105.3	110.8	94.7	94.5	90.5	76.8	75.4	75.2	76.3

Sources: Ministère des finances; FMI, Statistiques financières internationales, Banque mondiale, Tableau de la dette du monde



Source: tableau 8.



Source : Tableau 8.

3.4 Apports de ressources extérieures

24. Les principales caractéristiques des flux et transferts nets de ressources sont les suivantes (tableau 9):

- baisse des flux nets au titre de la dette dans la période post-rééchelonnement;
- hausse des investissements directs étrangers;
- léger recul des flux nets totaux en 1993-94 par rapport aux trois années précédant la fin des rééchelonnements;
- apparition de transferts nets totaux négatifs après la fin des rééchelonnements.

25. Dans une large mesure, les tendances récentes des flux et transferts nets au titre de la dette résultent de la reprise, à partir de 1993, du paiement de l'intégralité des obligations de dette.

Tableau 9: Flux et transferts nets de RESSOURCES (long terme)
(Millions de dollars)

	1980	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Flux nets au titres de la dette	1188	814	727	562	678	682	560	184	211
Investissements directs étrangers (nets)	89	60	85	167	165	317	422	491	601
Investissements de portefeuille	0	0	0	0	0	0	0	0	63
Dons	75	77	108	101	480	563	182	324	279
Total des flux nets	1352	950	919	829	1322	1562	1165	998	1154
Transferts nets au titre de la dette	642	-73	-167	-760	-360	-640	-468	-1029	-1010
Total des Transferts nets	685	289	41	-324	385	413	60	-125	-45

Sources: Banque mondiale, Tableau de la dette du monde.

IV. LA POLITIQUE DE LA DETTE EXTERIEURE

26. La politique globale en matière de dette est l'ensemble des réponses apportées aux questions principales suivantes: quelle politique macro-économique mener? Quelles sources de financement utiliser et comment restructurer la dette? Comment gérer la dette?

3.1 La mise en oeuvre d'une politique macro-économique d'ajustement structurel

27. La politique actuelle suivie pour affronter le problème de la dette et a été mise au point en 1983 avec l'appui du Fonds monétaire international dans le cadre de programmes conditionnels. Avec le soutien du FMI, le Maroc s'était attelé à réduire ses déficits internes et externes dont l'importance avaient été à la source de l'accumulation de la dette et des difficultés de paiements. Contre le versement de crédits stand-by, le Maroc devait appliquer une politique de réduction des dépenses publiques et de libéralisation (en particulier du commerce extérieur). Le Maroc se trouve aujourd'hui en meilleure posture sur le plan macro-économique (tableau 10).

28. Les autorités estiment que les résultats des PAS, évalués selon l'évolution des indicateurs macro-économiques sont dans l'ensemble positifs. Jusqu'aux années récentes, le Maroc avait bénéficié d'une conjoncture plutôt favorable, notamment une bonne pluviométrie et la hausse des prix du phosphate, bien d'exportation du pays. Ces circonstances ont facilité la mise en oeuvre d'une gestion macro-économique plus rigoureuse. La politique macro-économique reste dominée par la nécessité de maîtriser la hausse des prix et de réduire les déficits budgétaires et extérieurs. Les mesures prises à cet effet ont englobé la diminution des dépenses publiques, la baisse des aides et subventions et les privatisation d'entreprises du secteur public.

29. En terme de résultats spécifiques, le déficit budgétaire, de 12 % du PIB en moyenne en 1980-83 est tombé à 2,9 % en 1992-94. Parallèlement, grâce à une politique monétaire rigoureuse et à la libéralisation des importations, l'inflation a été ramenée à 4 % en moyenne en 1992-94. Sur le plan des comptes extérieurs, le déficit du compte courant a été réduit à 2,3 % du PIB en 1992-94 contre 12,9 % en 1982 (tableau 7).

30. On peut aussi observer à partir du graphique 3 un resserrement de l'écart entre le taux d'investissement intérieur et le taux d'épargne nationale, ce qui contribue au renforcement de la position extérieure du Maroc. L'amélioration de la situation des comptes extérieurs est aussi imputable aux résultats à l'exportation. De plus, les exportations sont moins concentrées, réduisant la vulnérabilité aux mouvements des prix internationaux. L'indice de concentration est ainsi passé en dix ans de 31 % en 1980 à 16 % en 1990.

31. Ces évolutions ont contribué directement ou indirectement à alléger le poids de la dette sur l'économie. La dette est passée d'un niveau record de 128 % du PIB en 1985 à 76 % en 1994. Durant la même période, le service de la dette avant rééchelonnement est passé de 58 %

en 1985 au environ de 37% en 1992 avant toutefois de connaître une légère augmentation en 1993, 1994 et 1995.

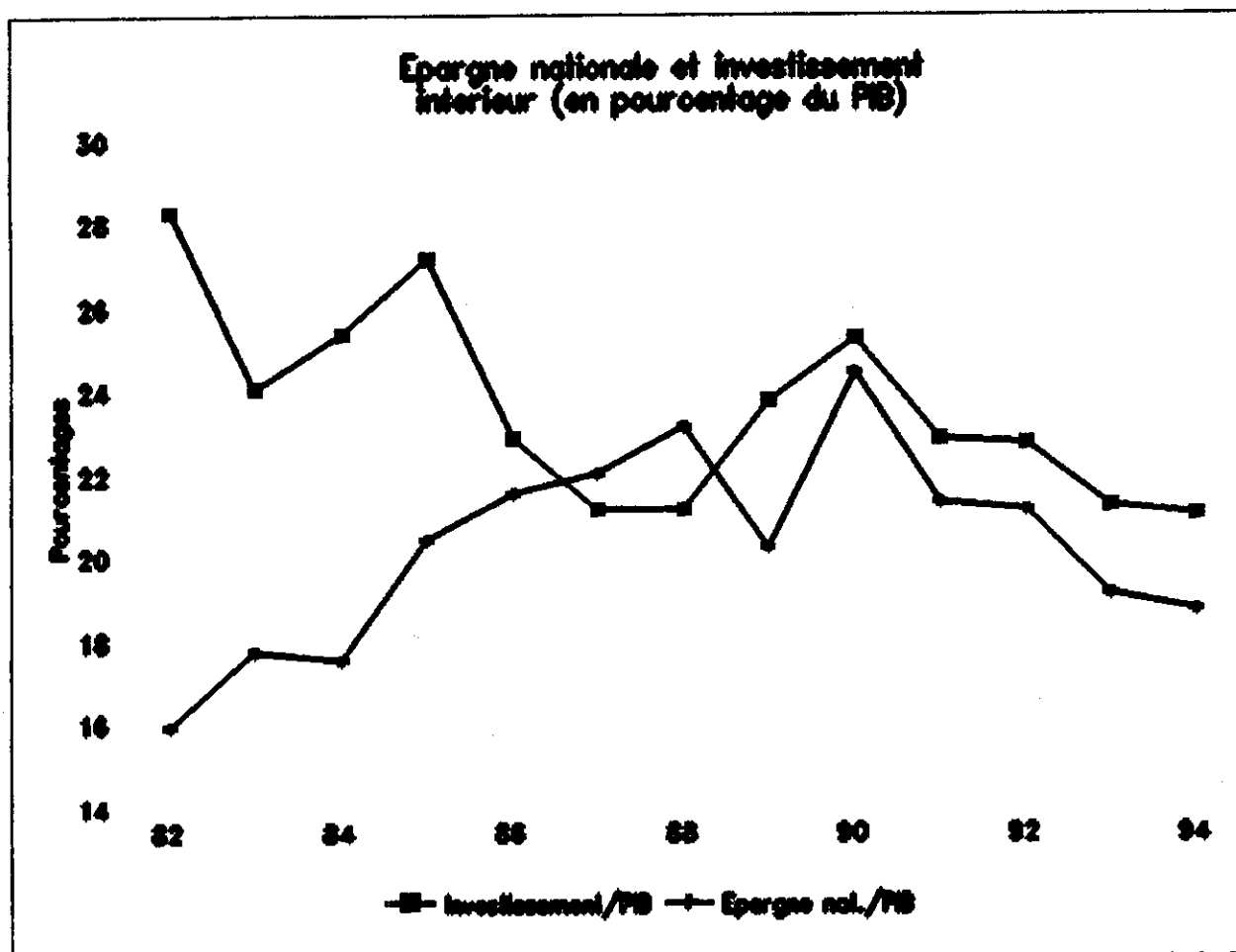
32. Aussi, les milieux financiers internationaux sont-ils plus confiants aujourd'hui qu'avant le PAS sur les capacités du Maroc à respecter ses engagements en matière de dette. En Octobre 1993, la dette marocaine se négociait sur le marché secondaire à 78% de sa valeur faciale. De plus, les réserves brutes publiques s'élèvent maintenant à 6 mois d'importation contre 1 mois en 1982.

Tableau 10: Indicateurs macro-économiques

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Croissance du PIB*	-2.8	9.6	-0.6	4.3	6.3	8.4	-2.7	10.4	2.5	3.5	6.2	-4.1	0.2	11.5
Déflateur du PIB ¹	9.7	7.2	7.3	8.6	8.4	10.2	4.1	5.3	3.9	6.6	6.4	4.6	4.5	2.7
Compte courant ²	-12.2	-12.9	-8.1	-10.8	-7.7	-2.2	-2	0.7	-4.6	-2.4	-2.3	-2.2	-2.5	-2.3
Déficit budgétaire ²	14	12.4	12.1	11.2	9.6	5.4	5.9	4.6	6	3.5	3.1	2.2	2.8	3.8
Epargne ³	---	15.9	17.7	17.5	20.4	21.5	22	23.1	20.2	24.4	21.3	21.1	19.1	18.7
Investissement ⁴	---	28.2	24	25.3	27.1	22.8	21.1	21	23.7	25.2	22.8	22.7	21.2	21

Sources : Ministère des finances

1. Variation annuelle en pourcentage.
2. En pourcentage du PIB
3. Epargne nationale en pourcentage du PIB
4. Investissement intérieur brut en pourcentage du PIB



Source : tableau 10.

3.2 Les Opérations de réaménagement de la dette

33. Les efforts d'ajustement et de réformes structurelles étaient liés aux accords de rééchelonnement de la dette publique. Six accords de ce type ont été conclus avec le "Club de Paris" entre 1983 et 1992, portant sur un montant global consolidé d'environ 7 milliards de dollars. Ces rééchelonnements n'ont pas entraîné une réduction du stock de la dette. Ils ont été opérés selon les conditions classiques de report des échéances. Ils ont toutefois permis un allègement du service de la dette pendant la période considérée. A mesure que les accords étaient signés, les termes et conditions devenaient plus favorables avec l'allongement des périodes de grâce et des échéances (tableau 8). Le dernier accord prévoit aussi une possibilité de dette-swap.

34. La dette commerciale a également été réaménagée suite à trois accords successifs avec le "Club de Londres" pour un montant total de 6,7 milliards de dollars. Le dernier accord, conclu en 1990 porte sur 3,2 milliards de dollars, rééchelonnés sur 20 ans. L'accord prévoit en outre la possibilité d'une réduction de dette par son rachat (debt buy-backs). Mais le Maroc n'a pas encore appliqué cette option, les autorités estimant qu'un rachat de la dette, même pour des montants peu importants, entraînerait une hausse plus que proportionnelle des prix de la dette sur le marché secondaire. Ainsi l'évolution positive de la cote de la dette marocaine sur le marché secondaire depuis 1993 diminue l'intérêt pour les swaps. Selon certains responsables marocains, le Plan Brady, auquel le Maroc est éligible, reste peu intéressant sur le plan financier.

Tableau 11: Termes et conditions des accords de reechelonnement conclus avec le Club de Paris

Date de l'accord	Montants considérés (millions \$)	Période de consolidation	Termes de l'opération	Période de grâce (années)	Maturité (années)
Octobre 1983	1200	9/83-12/84	85 % P & I	4,5	8
Septembre 1985	1100	10/85-2/87	90 % P & I	4,5	9
Mars 1987	950	3/87-6/88	100 % P & I	5,5	10
Octobre 1988	1050	6/87-12/88	100 P & I	5,5	10
Septembre 1990	1390	10/90-3/91	nd	nd	15
Février 1992	nd	11 mois	nd	nd	15

Sources : Bank Al-Maghrib; OCDE, Financement et dette extérieure des PVD

4.3. La conversion de dettes

35. Les opérations de conversion de dettes au profit du développement n'ont pas pris d'ampleur. La première initiative d'importance est récente et consiste, pour le Maroc en liaison avec la France: en l'annulation de 400 millions de FF en contrepartie d'efforts au Nord du Maroc et contre la drogue; la conversion en investissement de 600 millions FF de dettes; le refinancement de 1,5 md avec la garantie française. Des discussions semblables sont en cours avec l'Allemagne et l'Espagne.

36. La note circulaire d'avril 1996 du Directeur du Trésor précise les mécanismes de cette conversion des dettes en investissements. Elle se place "dans le cadre de la gestion active de la dette marocaine et sur la base des accords conclus dans le club de Paris":

- Elle fixe les conditions d'éligibilité: étrangers et résidents marocains à l'étranger, investissement en capital pour un projet nouveau, l'extension d'un projet ou la prise de participation dans des entreprises marocaines.
- Elle fixe ensuite les conditions d'agrément par les autorités marocaines; il est prononcé par le Ministre des finances sur la base d'une demande d'agrément, après appréciation de l'intérêt du projet pour l'économie marocaine; le délai de réponse est de 30 jours. D'après un journal local, une vingtaine de projets ont déjà été soumis.
- Le rachat des créances auprès du Td français s'organise ainsi: "Tout investisseur ayant préalablement obtenu l'agrément écrit de la part des autorités marocaines et désireux de procéder au rachat d'une créance française sur le Maroc présente une demande de rachat au Ministère français des finances/Direction du Td. L'investisseur dispose d'un délai de 120 jours à partir de la notification de l'autorisation pour racheter la créance au Td français.
- Les modalités de conversion de la dette sont ensuite les suivantes: dans un délai de 15 jours à dater de la notification par la France du paiement à la France de l'investisseur, le Trésor marocain versera dans un compte bancaire au Maroc, désigné par l'investisseur, la contre-valeur en dirham de la valeur nominale de la créance exprimée en FF multipliée par le taux de redénomination retenu dans 1. le taux de change retenu est le taux de change d'achat par Bank al Maghrib à la date de paiement des créances françaises sur le Maroc par l'investisseur.
- En Annexe, sont précisés les renseignements à fournir: présentation du projet d'investissement, détail du programme d'investissement (étude de faisabilité, exploitation prévisionnelle, financement envisagé, contribution au développement de l'économie marocaine.

37. Selon des banquiers étrangers réunis en mai à Marrakech, la conversion de dettes pose la question du "rating" du Maroc, problème non encore réglé.

38. Le Maroc n'a pas d'expérience en matière de conversion de dettes pour le développement, en particulier pour le financement des activités des ONG dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé, de l'intégration des femmes au développement, etc.

V. LA GESTION DE LA DETTE EXTERIEURE

39. La gestion de la dette sera examinée à travers, d'une part, la description de l'organisation et de la réglementation du processus d'emprunt et d'endettement, et d'autre part l'observation des capacités à assurer une bonne comptabilité de la dette ainsi que sa prévision.

5.1. L'organisation et la réglementation du processus d'emprunt et d'endettement

40. L'organisation générale de l'économie et de sa gestion a subi ces dernières années une profonde réforme, encore en cours, dans le cadre des PAS (programmes d'ajustement structurel). Il y est donné une grande importance à la libéralisation de l'économie et au rôle du secteur privé. Il est à noter que la mise en oeuvre de plans, après avoir été de facto abandonnée (le dernier plan est le plan 1988-92, le Ministère du plan ayant été remplacé par celui de la population), semble de nouveau recevoir le soutien des autorités. Ainsi le Conseil de Gouvernement a examiné le 12 juin 1995 (voir la presse du 13 juin) les grandes lignes de la stratégie de développement et a pris connaissance de l'état d'avancement de la préparation du prochain plan quinquennal 1996-2000, sur la base d'un rapport présenté par le Ministre de la population. Les principaux éléments de la stratégie portent sur 3 axes: le diagnostic, les perspectives démographiques et socio-économiques à long terme; les perspectives de croissance à moyen terme et la stratégie de développement préconisée sur la base des directives royales de février 1995.

41. Le Ministre de la population a déclaré, lors d'une réunion de secrétaires généraux de ministères visant la préparation du plan, que "certes la réalisation d'une croissance économique à la fois forte et saine, est tributaire de la libéralisation de l'économie et de la promotion de l'initiative privée. Il n'en reste pas moins qu'une économie libérale pour être bien gérée, nécessite la définition du rôle des différents agents économiques, et le perfectionnement des instruments d'analyse, de gestion, de prévision et de suivi économiques..., il est nécessaire de disposer d'un échéancier de programmes d'investissements prioritaires des différents ministères ajustable périodiquement, ce qui devrait permettre à la fois de concrétiser les choix de la stratégie de développement et de veiller à la sauvegarde des équilibres fondamentaux de l'économie". Pour lui, le plan quinquennal est un cadre macro-économique de référence à moyen terme et le programme économique et social intégré pluriannuel doit constituer une base

pour l'élaboration des lois de finances. Il propose aussi l'élaboration d'un rapport annuel d'évaluation et d'actualisation de ce cadre macro-économique.

42. Les institutions principales d'élaboration de la politique de la dette et de gestion de la dette sont: le Ministère des finances, le Ministère de la population, le Ministère de l'incitation de l'économie, la Banque Al Maghrib.

43. La gestion de la dette se fait dans le cadre de textes législatifs et réglementaires divers. Il s'agit d'en faire le point. Parmi ceux-ci, citons les lois de finances, les textes portant création, attributions ou organisation de ministères et institutions concernés tels que Banque Al Maghrib et l'Office des changes, la circulaire de juin 1993 de l'Office des changes aux intermédiaires agréés sur les financements extérieurs.

44. Il y apparaît que la gestion de la dette publique est centralisée au Ministère des finances/Direction du Trésor, avec une répartition d'attributions de gestion entre le Ministère des Finances, l'Office des changes et Banque Al Maghrib. L'accès aux emprunts extérieurs est théoriquement largement permis au privé comme au public, comme le montre le texte ci-dessous sur la libéralisation des financements extérieurs.

45. Le Ministère des finances joue un rôle principal dans la politique et la gestion de la dette. Contrôlant toutes les dépenses publiques, il a le rôle principal pour arrêter le budget d'investissements public, source traditionnelle importante d'endettement public. Il compte plusieurs directions, dont celle du Trésor et des Finances extérieures et celle de la prévision. La Direction du Trésor comporte une dizaine de divisions dont: division de la gestion de la dette extérieure, division de la restructuration de la dette, division de la balance des paiements.

46. Pour l'élaboration des politiques et stratégies, le chef de file avait été longtemps le Ministère chargé du plan. Mais le dernier plan à moyen terme est le plan 1988-92 et, depuis, ce Ministère a perdu une part de son influence. Il semble la retrouver actuellement avec le lancement de la préparation du plan 1996-2000. Le plan fait les prévisions macro-économiques et financières. Il participe à un comité chargé des projets d'investissements.

47. La Banque Al Maghrib joue un rôle modérément actif dans la détermination des politiques et n'a pas de responsabilité directe dans la gestion de la dette. En liaison avec l'Office des Changes, elle gère la dette les devises extérieures du Maroc. Sa base de données sur la dette fonctionne sur le progiciel Excel. La Banque intervient pour certains accords de l'Etat, gère les prêts de la Banque mondiale et de la BAD, gère les accords de rééchelonnement du Club de Paris aux réunions desquelles elle participe. Au sein de la Direction Centrale chargée des relations extérieures, Banque Al Maghrib comporte un service chargé du recensement de la dette dans les buts suivants; prévision des dépenses, étude de l'impact de la réglementation et du marché des changes sur les dépenses en devises liées à la dette.

48. La Circulaire No. 1605 du 4 juin 1993 de l'Office des changes aux intermédiaires agréés porte sur la libéralisation des opérations de financements extérieurs. Les opérations de prêts extérieurs ci-après ne sont plus soumises à l'accord préalable de l'Office des changes:

- lignes de crédits extérieurs contractées par les banques marocaines auprès d'institutions financières étrangères en vue du financement des opérations d'importations de biens et services;
- crédits acheteurs ou fournisseurs contractés directement par les importateurs marocains pour le financement de leurs importations;
- crédits contractés directement par les exportateurs marocains pour financer ou préfinancer leurs opérations d'exportations;
- prêts financiers contractés directement par des entreprises marocaines pour financer des opérations d'investissement au Maroc;
- avances en compte courant d'associés;
- prêts destinés au refinancement d'engagements existants.

De tels financements doivent donner lieu à des contrats de prêts. Leurs conditions (taux d'intérêt, durée de remboursement) doivent être conformes aux taux en vigueur sur les marchés extérieurs. Les banques intermédiaires reçoivent délégation pour transférer les montants dus en principal, intérêts et commissions au titre des prêts contractés au titre de la présente circulaire.

49. L'Office des changes reçoit copie du contrat de prêt. Il reçoit aussi: copie de l'attestation de rapatriement des prêts et de cession à Bank Al Maghrib, copie des titres d'importation. Compte rendu mensuel à l'Office des changes sur les remboursements des prêts (avec les informations suivantes: nature prêt, montant global, taux intérêt et commission, modalité de remboursement, échéances remboursées).

5.2. La comptabilité et la statistique de la dette, l'utilisation de l'informatique

50. Des politiques et gestions efficaces de la dette nécessitent que celle-ci soit bien connue (niveau, structure, évolution etc...). Cela souligne l'importance de la maîtrise des bases de données sur la dette, des balances de paiements, des rapports annuels de la banque centrale, des comptes économiques nationaux.

51. Au Maroc, la base de données sur la dette extérieure fonctionne depuis la mi-1993 (le même système fonctionne pour la dette intérieure). Elle est sous la responsabilité de la Direction du Trésor, qui la considère comme au point, rôdée et ayant valeur d'exemple. La Banque mondiale l'aurait jugé performante. La CNUCED devait l'auditer.

52. Cette base de données comporte 1200 prêts. Il y a trois composantes dans la base de données: gestion générale, prévision et simulation, situation statistique. C'est un système souple

qui permet des simulations, qui sort des ordres de paiement et qui répond aux besoins des utilisateurs. Jusqu'à présent, a dominé une gestion passive de la dette (suivi des remboursements); actuellement, une gestion plus active et décisionnelle est recherchée.

53. Le logiciel correspondant AYDIS a été mis au point par le Ministère des finances avec l'appui d'une société privée marocaine (sa mise au point a duré 2,5 ans). Le logiciel équivalent CNUCED a été examiné mais pas retenu, comme d'ailleurs une offre CEGOS. Le logiciel CNUCED avait été considéré comme peu souple, surtout statistique et peu adaptable aux différentes nécessités de bonne gestion des prêts. L'équipe informatique a développé un savoir faire en la matière et un important travail d'analyse a été mené. Le logiciel de base de données fonctionne sous UNIX; pour améliorer sa convivialité le logiciel GQL est utilisé. Des back up réguliers sont faits. Des terminaux sont en place, mais seulement dans la division pour permettre le travail de gestion de chaque technicien ou cadre concerné.

54. Dans la base de données, pour chaque prêt on a les informations suivantes: créancier, garant, budgétisé ou non, objet, date de signature et de mise en vigueur, période de grâce, durée, montant global et montant concessionnel, taux d'intérêt, état du prêt (rééchelonné ou non), conditions de prêt, dates d'appel de fonds, clauses, commissions, tableau d'amortissement théorique et opérationnel, prêt en cours etc.

55. Douze types de tableaux statistiques sont élaborés:

- encours de la dette effectif et théorique: par prêt, par créancier et débiteur, par type de taux, par période restante, par position vis-à-vis rééchelonnement;
- charge de la dette selon les mêmes critères;
- prévisions: restes à tirer, nouveaux engagements, lois de finances.

56. L'accès à la base de données est très limité et, de façon générale, la diffusion des informations sur la dette est restreinte ou confidentielle. Il n'y a pas de rapport annuel complet sur la dette extérieure diffusé régulièrement et donnant des informations détaillées sur l'encours et la structure de la dette, ainsi que sur son évolution.

57. La balance des paiements du Maroc est régulièrement établie par l'Office des changes, le 5e manuel du FMI (dernière révision du Manuel de la balance des paiements) étant en cours d'application. Celle de novembre 1995 a été reçue en mai 1996 par le Ministère de la population, soit avec retard. Il n'existe pas de publication spéciale sur la balance des paiements. Le Compte du reste du monde du SCN est régulièrement établi à partir des données de la balance des paiements.

58. Les budgets économiques annuels établis par le Ministère chargé du plan restent un document interne malgré leur intérêt pour la connaissance du contexte macro-économique ainsi que de la situation et des perspectives des financements intérieur et extérieur. Le rapport sur le budget économique 1996-97 (juin 1996) est établi selon le plan suivant:

1. La situation économique et sociale en 1995 et 96:

- environnement international
- la situation économique interne: la production, l'investissement, les prix à la consommation, les échanges extérieurs en 1995 et 96, les finances publiques
- la population et les besoins essentiels

2. Les perspectives pour l'année 1997 (même plan que 1):

3. La loi de finances 96/97:

- environnement macro-économique, contexte budgétaire de la préparation de la loi de finances, mesures de politiques économiques envisagées;
- les explorations des mesures de politiques économiques: effets macro-économique de l'augmentation des salaires des fonctionnaires, effets de la réduction de la compensation, effets de l'amélioration des recettes du Trésor, impact de la diminution des investissements publics etc.

59. Signalons enfin l'existence du Rapport annuel de la Banque al Maghrib. Il peut comporter des informations et analyses utiles pour les analystes de la dette extérieure et de sa gestion.

5.3 Le contrôle de la dette extérieure: la mesure de la capacité à servir la dette, la gestion du risque, la restructuration de la dette

60. La maîtrise et le contrôle de la dette extérieure impliquent une bonne appréciation de la capacité à rembourser la dette, la gestion des risques de variation incontrôlée de variation du montant de la dette, la mise en oeuvre de restructurations adéquates de la dette.

61. L'évaluation de la capacité à rembourser suppose: la prévision du stock et du service de la dette extérieure, la prévision des grandeurs macro-économiques liées aux agrégats financiers, la prévision des ressources et dépenses extérieures, la disponibilité de ratios et indicateurs pertinents.

62. Au Maroc, en particulier dans le cadre du budget économique annuel, sont établies des prévisions annuelles au niveau macro-économique et financier. Dans le cadre des plans sont faites des prévisions annuelles et pluriannuelles, en s'appuyant sur plusieurs modèles: modèle

macro-économique, modèle économétrique d'offre (quatre blocs: rural, extérieur, salaires, financier), modèle RMSM sur Excel pour le moyen terme, modèle TABLO pour les court/moyen termes.

63. Les ratios et indicateurs classiques de l'endettement sont calculés au Maroc.

64. La gestion du risque suppose que soient prises des dispositions pour se protéger des variations de taux d'intérêt, de taux de change et de toute situation augmentant de façon imprévisible la valeur de la dette. Cette gestion du risque s'appliquerait en particulier à la gestion de la trésorerie et des ressources en devises. Comme dans les autres pays d'Afrique du Nord, cette gestion de risque ne semble pas encore très développée au Maroc. Cependant, une évolution se dessine comme le montre la mise en place de la libéralisation du marché des changes et les initiatives sur la gestion du risque.

65. Il est significatif qu'un forum sur la Gestion des risques soit organisé à Casablanca le 29 juin 1996 par le journal l'Economiste avec l'ordre du jour suivant: gestion à long terme des fonds, sécurité informatique et télématique, mode d'utilisation des ressources extérieures (marché des changes, swaps, emprunts publics, rating des emprunteurs...), analyse des risques (ratios bancaires, d'assurances et de bourse, arbitrage, certification des comptes).

66. Le marché des changes, libéralisé en partie, a démarré au Maroc le 3 juin 1996. Jusqu'à présent tous les risques de change étaient assurés par le Trésor. Rappelons que la convertibilité des paiements courants est en place depuis plusieurs mois. Selon l'Economiste du 30 mai 1996, ce sont des circulaires de Banque al Maghrib et de l'Office des changes ont tracé le cadre de l'opération. La plupart des banques ont équipé leurs salles de marché des équipements utiles: reuters, dealing, swift, fax, téléphonie, enregistreurs de conversation. Le marché des changes est encore domestique car les banques ne sont pas autorisées à traiter avec l'étranger au comptant ou à terme. Les opérations à terme doivent être adossées à des transactions commerciales (90 jours maximum) ou à des emprunts et prêts en devises (un an maximum). Les opérations de swaps sont permises, mais pas celles de devises contre devises. Les intermédiaires sont autorisés à prendre des positions de change en devises (avoirs moins engagements) égales à 20% de leurs fonds propres nets. Les Banques ont lancé des publicités à cette occasion en affirmant présenter de nouveaux moyens pour éliminer le risque de change dans les opérations en devises et optimiser les marges commerciales à travers:

- des placements: compte à vue en devises;
- le financement de l'import-export: financement des importations en devises, mobilisation de créances nées sur l'étranger, préfinancement des exportations en devises;
- la couverture du risque de change et de taux: contrat de change à terme dirham/devise et devise/devise swap

67. Pour la *Vie économique*, "l'ouverture du marché des changes prévue pour le 3 juin aura pour principale conséquence de taille la suppression du monopole de Bank al Maghrib pour les cotations. Ainsi, les banques commerciales agréées pourront dorénavant détenir des devises pour propre compte, en assurer la compensation pour l'achat et la vente et intervenir activement sur un nouveau marché de négociations de devises interbancaires..." Le rôle régulateur de Bank el Maghrib consiste à fixer une fourchette avec minimum à l'achat et maximum à la vente.

VI. LES BESOINS ET LES POSSIBILITES DU MAROC EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION DE LA DETTE

68. Les développements précédents font apparaître les domaines où le Maroc veut renforcer ses capacités techniques, ainsi que les possibilités d'échanges d'expériences entre le Maroc et les autres pays. Les observations et enseignements des missions précédentes en Tunisie et en Egypte s'appliquent aussi au Maroc.

69. Pour ce qui est des capacités de formation dans des domaines concernés par la politique et la gestion de la dette, le Maroc dispose de capacités de type général, surtout au niveau de l'Université. Des formations spécialisées sont données à travers des stages au Maroc ou à l'étranger. Aussi, comme les cadres tunisiens et égyptiens, ont-ils la formation leur permettant d'assurer le fonctionnement des institutions concernées, ou la mise en oeuvre des nouvelles modalités de fonctionnement du marché des changes. Cependant, pour traiter de la gestion de la dette et du risque financier, sont probablement nécessaires des formations spécialisées dans le domaine des swaps et autres techniques financières nouvelles. Il est certainement utile d'organiser pour eux des stages dans les institutions étrangères spécialisées.

70. La base de données de la dette est une importante préoccupation au Maroc. Comme la Tunisie, mais à la différence de l'Egypte qui a adopté le logiciel CNUCED, elle utilise son propre logiciel. Deux besoins apparaissent: l'appui aux compétences informatiques existantes et leur perfectionnement; la meilleure connaissance des possibilités des logiciels existants en matière de dette (mis au point par la CNUCED, la Banque mondiale, le Secrétariat du Commonwealth...).

71. Au cours des discussions, il est apparu un intérêt certain pour le séminaire envisagé sur la dette en Afrique du Nord, en particulier pour des thèmes tels que: problématique de la dette dans les pays à revenu intermédiaire, échange d'expériences, étude des possibilités des instruments existants, examen des possibilités de formation spécialisée. Etant donné que les pays d'Afrique du Nord ont développé leurs propres logiciels de bases de données sur la dette, la question du traitement informatique de la dette mérite une attention spéciale.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS PRELIMINAIRES

Conclusions

72. Le Maroc a mis en place une stratégie de la dette fondamentalement orthodoxe: opérations de rééchelonnement de la dette, couplées avec la mise en oeuvre de programmes de stabilisation et d'ajustement structurel.

73. Le Maroc a réalisé sa dernière opération de réaménagement de dette auprès du "Club de Paris" en 1992. Il est difficile de dire si le pays a définitivement franchi l'étape du rééchelonnement. Les autorités sont décidées à maintenir le cap d'une gestion économique rigoureuse. D'importantes contraintes subsistent. Elles sont liées aux problèmes sociaux créés par la réduction des dépenses publiques, la vulnérabilité des exportations à la conjoncture extérieure et aux aléas climatiques, l'instabilité de la balance des paiements dont la viabilité dépend en partie des transferts des marocains résidents à l'étranger et des recettes du tourisme.

74. En tout état de cause, la fin des rééchelonnements ne signifie pas que les problèmes de la dette ont été durablement résolus. En fin de compte, tout dépendra de l'évolution d'ensemble de l'économie. Des responsables marocains estiment qu'une solution durable au problème de la dette des pays à revenu intermédiaire consisterait à :

- (i) élargir l'accès des marchés extérieurs aux produits d'exportations;
- (ii) tirer avantage de l'accord de libre-échange récemment signé avec l'Union européenne ;
- (iii) créer un environnement compatible avec un accroissement des flux d'investissements; et
- (iv) chercher à conclure d'autres accords de conversion de dettes en investissements.

75. Des résultats de la mission, il peut être tiré aussi les autres principales conclusions suivantes:

- L'expérience du Maroc, pays à revenu intermédiaire ayant mené depuis longtemps une politique de rééchelonnement de sa dette et d'ajustement structurel, est intéressante pour les autres pays d'Afrique du Nord;
- L'évolution de la dette du Maroc montre que la dette extérieure est un problème permanent de tous les pays africains;

- L'élaboration du prochain plan 1996-2000 est une occasion importante de réflexion sur la stratégie de la dette;
- Le budget économique annuel actuellement élaboré de façon interne permet des prévisions et orientations macro-financières très utiles pour la politique de la dette;
- La base de données sur la dette est une contribution importante à la connaissance et la gestion de la dette au Maroc; les progrès sont à élargir pour la diffusion de l'information sur la dette;
- La gestion du risque de la dette (swaps) reste un domaine nouveau pour les cadres concernés;
- Des conversions de dettes sont actuellement initiées, mais de façon limitée.

Recommandations

- Développer la réflexion sur la stratégie de la dette lors de l'élaboration du prochain plan 1996-2000;
- Elaborer plus systématiquement et officiellement le budget économique annuel, en particulier ses composantes macro-financières et relatives à la dette;
- Consolider la maintenance et l'utilisation de la base de données sur la dette; élargir la diffusion de l'information sur la dette;
- Etudier les formes d'organisation de la gestion de la dette les plus adaptées;
- Donner plus d'importance et de moyens à la gestion du risque de la dette (swaps);
- Mieux utiliser les possibilités de la conversion de dettes;
- Mettre en place un programme de formation, de stages et d'échanges adapté aux besoins des institutions marocaines concernées par la politique et la gestion de la dette.
- Faire connaître aux pays d'Afrique du Nord l'expérience du Maroc en matière de politique et de gestion de la dette;
- Tenir le séminaire proposé sur la dette extérieure en Afrique du Nord et associer à sa préparation des institutions et cadres marocains;

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

ANNEXE 1
LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

- M. Naciri, Conseiller, Direction de la coopération internationale

MINISTERE DE LA POPULATION (EX PLANIFICATION)

- M. Bijaad, Secrétaire Général
- M. Ibrahimi, Directeur du plan
- M. Ouagouaq, Chef de division des budgets économiques
- A. Allalat, Chef de ser.des projections écono.à moyen terme
- A. Boujin, Chef du service de la modélisation à court terme
- M. Amani, Inspecteur général
- M. Rassifi, Conseiller
- T. Cherkaoui, Directeur de la statistique

MINISTERE DES FINANCES ET DES INVESTISSEMENTS EXTERIEURS

Direction du Trésor

- A. Zoubaine, Chef de division de la gestion de la dette extérieure
- E. Eddez, Chef du service de la dette bilatérale
- A. Alami, Chef du service de l'information sur la dette
- El Idrissi Lalami, Chef de division de la bal. des paiements
- M. Lezraq, Chef du service informatique
- A. Eddebagh, Informaticien

MINISTERE DE COMMERCE EXTERIEUR

- H. Rhazi, Chef de division des Relati.commer.multilatérales
- L. Kouider, Chargé des relations multilatérales/drcm

MINISTERE DE L'INCITATION A L'ECONOMIE

- Mestassi Monkid, Chargé de mission auprès du Premier Ministre
- M. Hilali, Chargé de mission auprès du Premier Ministre

ECA/PPFE/MRAG/96/46/MR

ECA/MRAG/TNG/MUL

Annexe 1

Page 2

BANQUE EL MAGHRIB

- A. Benchekroune, Directeur du département étranger
- B. Saadi, Directeur adjoint/DE

UNION DU MAGHREB ARABE

- M. Amamou, Secrétaire général
- H. Squalli, Directeur des affaires économiques

UNIVERSITE

- F. Oualalou, Professeur à l'Université de Rabat

Tableau No.A1

RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Taux de Croissance (% p.a.)													
PIB prix du marché	9.6	-0.6	4.3	6.3	8.3	-2.5	10.4	2.5	4.4	6.2	-4.4	-1.1	11.5
- Agriculture	35	-10.4	3.7	18.5	36.7	-23.6	31.4	4.8	-5	22.2	-36	-6.2	63
- Autres Branches	5.7	1.4	4.5	4.2	2.6	3	6.3	2	6.7	2.7	4	-0.2	3.6
* industries	2.8	1.3	1.4	5.8	0.9	1.7	8.2	-1.2	9.2	-0.3	1.9	-2	2.3
dont: manufacturières	5.3	4.2	4.3	7.1	1.2	3.1	6	-0.6	11.9	2.3	1.8	-1.5	2
* Services	7.4	1.4	6.2	3.3	3.6	3.8	5.2	3.7	5.4	4.4	5.1	0.7	4.3
PIB par habitant	7	-2.9	1.9	3.9	5.8	-4.8	7.9	0.1	2.1	4	-6.4	-3.1	9.4
Inflation (déflateur du PIB)	7.2	7.3	8.6	8.4	10.3	3.9	5.3	3.9	5.1	6.8	4.5	3.8	2.7
PIB par tête (Dollars courants)	758	669	598	589	760	810	948	954	1055	1108	1106	1021	1158
Part du PIB (%)													
A.													
Comptabilité nationale	86.2	84.8	85.3	81.9	83.5	83.3	79.5	81.8	80.8	82.8	83.8	84.3	84.1
Consommation	28.2	24	25.3	27.1	22.8	21.1	21	23.7	25.2	22.8	22.7	21.2	21
Investissement brut	0.9	-0.5	2.2	4	1.5	0.9	0.6	0.9	1.2	0.5	-0.1	-1.2	0.8
Variation des stocks	27.3	24.4	23.1	23.1	21.3	20.2	20.4	22.8	24	22.3	22.8	22.4	20.2
Formation de capital fixe	8.2	7.1	5.5	4.7	5	4.3	4	4.6	4.7	3.8	4.7	6.2	5.5
- Administration centrale	5.7	5.5	6.4	6.3	4.1	4.2	4.7	4.9	4.6	5.3	5	3.7	2
- Autres secteurs publics	13.4	11.8	11.2	12.1	12.2	11.6	11.8	13.2	14.6	13.2	13.1	12.5	12.7
- Secteur privé	4.9	6.2	6.3	6.9	4.1	7.2	3.9	4.2	4.5	4.9	5.8	14.7	6.5
CMC sur 5 ans (ICOR)	13.8	15.2	14.7	18.1	16.5	16.7	20.5	18.2	19.2	17.2	16.2	15.7	15.9
Épargne intérieure	15.9	17.7	17.5	20.4	21.5	22	23.1	20.2	24.4	21.3	21.1	19.1	18.7
Épargne nationale	-0.9	-2.4	-3.1	-2.4	-1.7	0.3	1.8	1.4	3.7	3.1	4.9	4.6	2.9
- Administration centrale	16.8	20.2	20.6	22.9	23.3	21.7	21.3	18.7	20.6	18.2	16.2	14.5	15.8
- Autres secteurs	12.3	6.3	7.8	6.7	1.3	-0.9	-2.1	3.5	0.8	1.5	1.6	2	2.3
Épargne extérieure													
B.													
Budget de l'Etat	22	21.3	20.9	20.7	18.8	20.9	22.5	22.6	23.9	23	26.4	26.7	23.4
Recettes ordinaires	34.4	33.4	32.1	30.3	27.5	26.8	27.1	28.6	27.5	26.1	28.6	30	27.2
Dépenses totales	-12.4	-12.1	-11.2	-9.6	-8.6	-5.9	-4.6	-6	-3.5	-3.1	-2.2	-3.3	-3.8
Déficit budgétaire, engagés.													
Financé par:													
- Recettes des privatisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.9	0.7
- Emprunt intérieur, net	4.9	7.6	5	5.7	7.9	4.5	2.1	4.2	-0.9	0.6	2.1	2.8	4.8
- Emprunt extérieur, net	7.5	4.6	6.2	3.9	0.8	1.5	2.6	1.7	4.5	2.5	0.1	-0.4	-1.7
C.													
Balance des paiements	19.2	21.5	23.8	24.7	21.3	22.6	24.7	22.1	24.4	22.1	22.8	23.3	21.7
Exportations, biens et SNF	33.7	30.3	34.4	33.7	27.6	27	25.1	27.5	30.4	27.7	29.3	28.8	26.8
Importations, biens et SNF	-14.5	-8.8	-10.6	-9	-6.3	-4.4	-0.5	-5.5	-6	-5.7	-6.5	-5.5	-5.1
Solde de ressources	-12.3	-6.3	-7.8	-6.7	-1.3	0.9	2.1	-3.5	-0.8	-1.5	-1.6	-2	-2.3
Solde, compte courant	0.9	0.6	0.6	0.4	0.5	0.6	0.6	1	0.9	1.4	1.8	2	2.5
Invest. étranger direct	1.2	1.1	0.7	1	1.2	1.8	1.8	1.5	3.6	5.2	5.5	6.2	6.4
Réserves (mois d'importations)													
D.													
Charge de la dette extérieure	81.2	95.9	110.9	127.2	104.3	109.5	93.9	93.9	90.1	75.8	74.6	80.5	68.5
Encours/PIB	42.7	38.2	26.5	32.9	36	29.9	25.7	32.8	21.2	52.7	23.3	30.4	32.6
Service/Exportations B&S													

Sources: Direction de la Statistique; Ministère des Finances; Base de données Banque Mondiale.

Tableau No. All

DETTE EXTERIEURE PAR CREANCIER

(en millions de \$E.U)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Décaissements:										
Directe et Garantie	1061	1368	1419	1261	1192	1249	1414	1663	1365	1103
Créanciers officiels	838	989	900	872	902	975	1254	1347	828	572
Multilatéraux	458	556	514	572	663	672	733	837	578	454
dont: AID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIRD	307	363	404	415	364	426	358	477	377	245
Bilatéraux	380	432	387	301	239	303	521	511	250	118
Créanciers privés	223	379	519	388	290	274	160	315	537	531
Bonds	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques commerciales	0	10	62	11	7	0	0	93	45	64
Autres privés	223	369	457	378	284	274	160	223	492	307
Crédits fournisseurs								0	0	160
Privés Non-Garantie M<	42	31	34	8	8	8	8	12	133	62
Décaissements totaux M<	1103	1399	1453	1269	1200	1257	1422	1675	1498	1165
Crédits FMI	218	35	210	148	179	65	0	26	0	0
Crédits à court-terme (nets)	0	0	0	0	0	0	0	0	73	302
Totaux des décaissements	1321	1434	1663	1417	1379	1322	1422	1701	1571	1467
Encours (fin de période):										
Directe et Garantie	13825	15823	18590	19485	20272	22088	20138	20332	20310	20120
Créanciers officiels	9769	11605	14054	14615	15496	17305	15586	15930	15627	15253
Multilatéraux	1934	2710	3589	3600	3908	4582	5067	5313	5608	5685
dont: AID	43	42	41	41	40	39	38	37	36	35
BIRD	1288	1859	2558	2573	2686	3099	3295	3408	3558	3472
Bilatéraux	7835	8895	10465	11015	11588	12723	10519	10617	10019	9567
Créanciers privés	4056	4218	4537	4869	4776	4783	4552	4402	4684	4868
Bonds	48	32	24	12	7	7	7	6	4	4
Banques commerciales	2491	2525	2682	3197	3190	3179	3168	3243	3215	3250
Autres privés	1517	1661	1831	1660	1579	1597	1377	1153	1464	1453
Crédits fournisseurs				0	0	0	0	0	0	160
Privés Non-Garantie M<	200	200	200	200	200	200	200	204	349	359
Décaissements totaux M<	14025	16023	18790	19685	20472	22288	20338	20536	20660	20479
Crédits FMI	1274	1094	1119	957	850	750	574	439	285	139
Crédits à court-terme	1066	614	625	200	139	225	109	109	486	486
Total Encours, y compris FMI ET CT	16365	17731	20534	20842	21461	23263	21021	21084	21431	21104

Tableau No. AIII

DETTE EXTERIEURE PAR CREANCIER

(en millions de \$E.U)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Amortissements:										
Directe et Garantie	509	625	603	531	652	585	828	927	1358	1538
Créanciers officiels	403	497	421	363	423	368	566	664	993	1066
Multilatéraux	138	175	232	279	277	293	332	383	419	487
dont: AID	0		1	1	1	1	1	1	1	1
BIRD	87	108	163	188	181	202	229	269	293	291
Bilatéraux	265	322	189	83	147	75	235	281	575	579
Créanciers privés	106	128	182	168	229	218	260	263	365	472
Bonds	21	16	11	11	6	0	0	0	0	0
Banques commerciales	4	8	0	13	3	5	10	12	18	29
Autres privés	81	104	171	144	220	213	250	250	347	443
Crédits fournisseurs				0	0	0	0	0	0	0
Privés Non-Garantie M<	11	31	34	8	8	8	8	8	31	52
Amortissements totaux M<	520	656	637	539	660	593	834	935	1389	1732
Crédits FMI	164	348	348	253	252	228	172	142	156	146
Crédits à court-terme	684	1004	985	792	922	821	1006	1077	1545	1878
Totaux des amortissements										
Paiements d'intérêts:										
Directe et Garantie	486	609	611	810	1091	858	1044	930	1018	1060
Créanciers officiels	257	395	310	489	673	465	704	680	772	799
Multilatéraux	109	165	233	252	272	304	341	369	390	423
dont: AID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIRD	81	125	182	198	200	226	242	249	259	273
Bilatéraux	149	230	78	237	401	160	363	310	382	376
Créanciers privés	229	214	301	322	417	393	340	250	246	260
Bonds	5	4	2	1	1	0	0	0	0	0
Banques commerciales	188	158	253	244	319	288	238	154	137	141
Autres privés	35	53	45	76	98	105	101	95	109	114
Crédits fournisseurs								0	0	4
Privés Non-Garantie M<	7	6	6	5	5	5	5	7	2	15
Intérêts totaux M<	493	615	517	815	1096	863	1049	937	1020	1075
Crédits FMI	93	94	70	69	68	72	63	43	31	12
Crédits à court-terme	102	97	72	73	13	20	18	15	18	0
Total des paiements d'intérêts	688	806	759	957	1177	955	1130	995	1069	1087

Source: Base de données Banque mondiale (paiements effectifs du service de la dette); certains agrégats diffèrent des données de la balance des paiements.

Tableau No. AIV

BALANCE DES PAIEMENTS

(en millions de \$E.U)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Export. de biens & Services	3843	3921	3928	4167	5029	5837	6796	6407	8395	8306	8911	8598	9095
Export. de BSNF	2989	2994	3038	3185	3616	4234	5474	5038	6306	6117	6454	6205	6696
Marchandises (FOB)	2043	2086	2161	2145	2410	2781	3609	3313	4210	4278	3957	3696	4036
Services non des facteurs	926	908	877	1040	1205	1453	1865	1725	2098	1839	2498	2510	2660
Import. de BSNF	5199	4223	4390	4341	4892	5093	5576	6287	7850	7690	8287	7871	8265
Marchandises (CAF)	4335	3627	3922	3861	3821	4232	4794	5489	6908	6872	7366	6657	7151
Service non des facteurs	863	596	468	481	871	830	782	799	942	818	921	1014	1124
Solde des ressources	-2230	-1229	-1352	-1156	-1076	-828	-101	-1249	-1544	-1573	-1833	-1466	-1569
Revenu des facteurs (net)	-650	-620	-575	-766	-689	-787	-1037	-1159	-985	-1115	-1033	-1326	-1297
Revenu des investiss.	25	11	16	15	15	16	18	32	83	199	292	224	339
Intérêts													
investiss. directs	25	11	16	15	15	16	18	32	83	199	292	224	221
Revenu des facteurs (paiement)	675	631	592	781	704	782	1055	1191	1068	1314	1325	1550	1635
Revenu des investiss.	-105	-118	-141	93	-102	23	98	14	113	184	330	481	549
Paiement d'intérêts	780	749	733	688	806	759	957	1177	955	1130	995	1069	1087
Transferts courants (net)	981	977	930	1063	1549	1759	1596	1603	2320	2270	2405	2251	2158
Transferts cour, recettes	1088	1068	1006	1125	1602	1824	1664	1669	2383	2356	2493	2320	2248
Transferts privés	995	995	944	1056	1509	1718	1448	1480	2167	2181	2368	2252	2151
Remises des travailleurs	849	916	872	967	1398	1687	1303	1336	2006	1990	2165	2169	2061
Autres transf. privés	145	79	72	89	111	131	144	144	161	191	204	83	90
Transferts officiels	94	73	63	68	92	106	216	189	216	175	124	68	97
Transferts cour, paiements	107	91	77	61	53	65	68	67	63	68	87	69	90
Transferts privés	49	41	37	25	21	27	25	20	21	29	41	32	35
Transferts officiels	59	50	40	36	31	38	43	47	42	57	46	37	54
Solde compte courant, excl. dons	-1989	-873	-998	-859	-216	164	458	-808	-209	-418	-460	-542	-708
Dons officiels en capital	124	142	16	300	17	0	90	0	760	573	0	30	68
Entrées capitaux a M<	1619	-186	-91	-498	-938	-780	-670	-498	-3114	-25	526	858	511
Investis. étrangers directs	139	78	74	56	89	112	129	226	227	375	503	522	776
Emprunts M< (net)	1480	-264	-165	-553	-1027	-892	-799	-724	-3341	-400	23	336	-265
Décaissements (DRS)	2304	1197	1218	1103	1399	1453	1148	1206	1431	1357	1769	1963	1467
Remboursements (DRS)	824	1461	1383	1656	2426	2345	1947	1930	4772	1757	1746	1627	1732
Financement Exceptionnels	0	742	1135	1136	1770	1708	1430	1321	4410	293	1299	0	0
External Debt Relief	0	742	1135	1136	1770	1708	1430	1321	1832	293	1299	0	0
Debt reduction									2578	0	0	0	0
Autres flux de capitaux (y compris CT, erreurs & omissions)	-129	11	-128	-61	-266	-804	-1026	56	-50	530	-805	138	744
Variations Réservés (nettes)	284	164	65	-19	-367	-288	-281	-74	-1797	-953	-560	-484	-615
Crédits du FMI (net)	442	94	125	54	-313	-138	-105	-83	-162	-172	-116	-152	-146
Autres Réservés n.c.i	-157	70	-59	-73	-54	-150	-176	9	-1635	-782	-443	-332	-469
Réservés int'l nettes	218	107	49	115	211	411	547	488	2068	3100	3584	3655	4121
Réservés brutes, Or compris	540	376	266	345	486	752	836	770	2337	3349	3819	3942	4378
(en mois d'import. BSNF)	1	1	1	1	1	2	2	1	4	5	6	6	6

Tableau No. AVI

STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR

(en %)

	1980	1983	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Part du Total:												
Export. marchandises (FOB)	73.8	69.7	67.3	66.7	65.7	65.9	65.8	66.8	69.9	61.3	59.6	60.3
Agriculture	22.8	19.1	18.8	21.8	20.1	19.2	20.0	19.4	21.7	18.4	17.5	18.6
Phosphate, roche	23.0	16.5	14.9	11.3	8.7	9.2	9.6	6.9	5.7	4.8	4.3	4.5
Acide phosphorique	6.1	9.9	9.7	9.1	10.1	10.4	3.4	5.5	7.0	6.2	5.6	5.7
Engrais	1.2	4.3	3.7	2.8	2.5	5.8	6.2	6.5	6.2	4.5	5.0	5.1
Biens manufactures	11.6	13.9	14.9	18.0	20.6	17.8	22.3	24.1	25.6	23.9	23.8	23.2
Autres produits	8.9	5.9	5.3	3.7	3.8	3.5	4.3	4.4	3.8	3.6	3.3	3.2
Services non facteurs	26.2	30.3	32.7	33.3	34.3	34.1	34.2	33.2	30.1	38.7	40.4	39.7
Biens et services NF	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Import. marchandises (CAF)	81.6	85.9	88.9	81.4	83.6	86.0	87.3	88.0	89.4	88.9	86.8	86.4
Produits alimentaires	13.8	12.7	11.7	10.2	9.4	9.2	9.4	7.4	7.7	10.8	12.6	10.5
Autres biens de consom.	6.4	6.0	6.3	8.2	9.7	9.5	9.4	10.2	11.1	8.8	8.3	9.1
Energie et prod. pétroliers	19.3	23.6	24.9	12.8	14.6	11.3	13.4	14.9	12.9	13.5	12.5	13.8
Biens semi-finis	26.8	27.3	31.0	30.9	32.3	36.8	32.7	31.9	33.3	32.1	29.5	31.2
Primaires	9.6	10.8	13.9	13.2	12.9	14.1	10.0	10.6	10.5	11.1	9.7	10.0
Manufactures	17.2	16.6	17.1	17.7	19.4	22.7	22.7	21.2	22.8	20.9	19.8	21.2
Biens de capital/investiss.	15.4	16.3	15.0	19.4	17.5	19.2	22.4	23.6	24.3	23.7	23.9	21.8
Services non facteurs	18.4	14.1	11.1	18.6	16.4	14.0	12.7	12.0	10.6	11.1	13.2	13.6
Biens et Services NF	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Part du PIB aux prix du marché												
Export. marchandises (FOB)	12.8	15.0	16.7	14.2	14.8	16.3	14.5	16.3	15.4	14.0	13.9	13.1
Agriculture	4.0	4.1	4.7	4.6	4.5	4.7	4.4	4.7	4.8	4.2	4.1	4.0
Phosphate, roche	4.0	3.5	3.7	2.4	2.0	2.3	2.1	1.7	1.2	1.1	1.0	1.0
Acide phosphorique	1.1	2.1	2.4	1.9	2.3	2.6	0.7	1.3	1.5	1.4	1.3	1.2
Engrais	0.2	0.9	0.9	0.6	0.6	1.4	1.4	1.6	1.4	1.0	1.2	1.1
Biens manufactures	2.0	3.0	3.7	3.8	4.6	4.4	4.9	5.9	5.7	5.5	5.5	5.0
Autres produits	1.6	1.3	1.3	0.8	0.9	0.9	0.9	1.1	0.8	0.8	0.8	0.7
Services non facteurs	4.6	6.5	8.1	7.1	7.8	8.4	7.6	8.1	6.6	8.8	9.4	8.6
Biens et services NF	17.4	21.5	24.7	21.3	22.6	24.7	22.1	24.4	22.1	22.8	23.3	21.7
Import. marchandises (FOB)	22.8	26.0	30.0	22.5	22.6	21.6	24.0	26.8	24.8	26.1	25.0	23.2
Produits alimentaires	3.8	3.9	4.0	2.8	2.5	2.3	2.8	2.3	2.1	3.2	3.6	2.8
Autres biens de consom.	1.8	1.8	2.1	2.3	2.6	2.4	2.6	3.1	3.1	2.6	2.4	2.5
Energie et prod. pétroliers	5.4	7.1	8.4	3.5	3.9	2.8	3.7	4.5	3.6	4.0	3.6	3.7
Biens semi-finis	7.5	8.3	10.4	8.5	8.7	9.2	9.0	9.7	9.2	9.4	8.5	8.4
Primaires	2.7	3.3	4.7	3.6	3.5	3.5	2.7	3.2	2.9	3.3	2.8	2.7
Manufactures	4.8	5.0	5.8	4.9	5.2	5.7	6.3	6.5	6.3	6.1	5.7	5.7
Biens de capital investiss.	4.3	4.9	5.1	5.4	4.7	4.8	6.2	7.2	6.7	6.9	6.9	5.8
Services non facteurs	5.1	4.3	3.7	5.1	4.4	3.5	3.5	3.6	2.9	3.3	3.8	3.6
Biens et Services NF	27.9	30.3	33.7	27.6	27.1	25.1	27.5	30.4	27.7	29.3	28.8	26.8

Sources: Ministère des Finances (Office des Changes); Estimations de la Banque mondiale

12

1
2
3

4
5
6